

Les « malgré-elles » reprennent la parole

Jusqu'à la fin des années 1980, l'Histoire a occulté les 15 000 femmes incorporées de force. Les témoignages recueillis par la journaliste Nina Barbier dans son ouvrage *Malgré-elles* (2001) et ceux collectés par l'auteur de ce texte dans le cadre d'une thèse en science politique lèvent le voile sur leur expérience de guerre.

PAR MARIE JANOT-CAMINADE



En mai 1941, en même temps que pour les hommes, le *Reichsarbeitsdienst* féminin (RAD), service de travail du Reich, devient obligatoire pour les femmes d'Alsace-Moselle, âgées de 17 à 25 ans. Envoyées dans des camps en Allemagne, elles subissent un entraînement sportif, une éducation idéologique et la levée du drapeau nazi chaque matin. Elles accomplissent ensuite des tâches domestiques en tant qu'aide ménagère et maternelle auprès de familles nombreuses résidant à proximité du camp. À partir de 1942, certaines remplacent les paysans allemands partis au front et travaillent dans les champs, s'occupent du bétail et participent aux récoltes. Au



COLLECTION R. MULLER/L'ALSACE/DR

bout de six mois, leur service s'achève sur une cérémonie de prestation de fidélité à Hitler.

Après le RAD, elles passent devant le conseil de révision, une épreuve souvent vécue comme humiliante car elles défilent en sous-vêtements devant des officiers de l'armée allemande. Puis elles sont affectées au *Kriegshilfsdienst* (KHD), le service auxiliaire de guerre, pour une durée de six mois à un an. Les «malgré-elles» rejoignent alors différentes unités. Certaines travaillent à l'arrière, comme ouvrières dans des usines de munitions, poinçonneuses des titres de transport en commun dans les grandes villes allemandes, secrétaires d'état-major, traductrices ou cantinières. Environ 5 000 autres intègrent les unités paramilitaires de la Luftwaffe, l'armée de l'air allemande, sur le «front intérieur», chargé de défendre le Reich contre les bombardements alliés. Sur ce front, leurs missions sont dites «actives» ou «passives». Ces dernières concernent la protection des populations civiles lors des attaques aériennes tandis que les missions actives consistent à soutenir directement la défense antiaérienne, dans des stations radar pour signaler l'arrivée des avions alliés aux combattants de la Luftwaffe ou en manipulant des projecteurs antiaériens dans les zones de combat pour aider les soldats à abattre l'aviation ennemie. Ces postes actifs sont confiés aux femmes les plus diplômées. Une différence notable avec les «malgré-nous»: là où le niveau d'instruction éloigne souvent les hommes des premières lignes, il place les femmes au cœur des combats aériens.

Cette incorporation de force est une expérience douloureuse. Bien que n'adhérant pas au régime, ces femmes sont contraintes de «protéger» le territoire du Reich comme leur propre foyer, parfois au péril de leur vie. Elles doivent aussi répondre à des exigences esthétiques, en subissant un entraînement physique intense au RAD et une

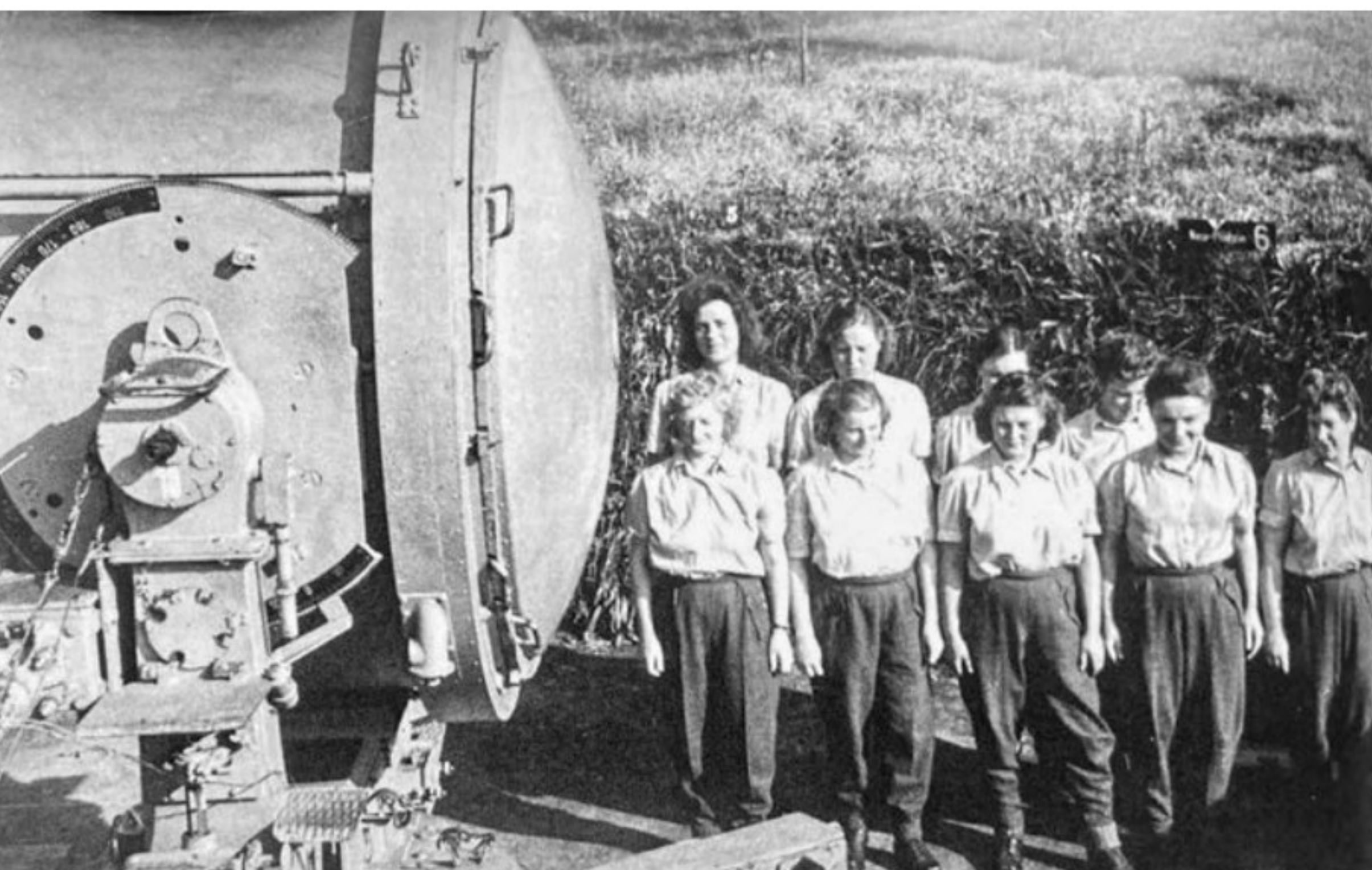
surveillance stricte de leur apparence au KHD. Ce contrôle des corps passe parfois par la prise de médicaments qui suspendent les menstruations. Après la guerre, certaines «malgré-elles» ont attribué à ces pratiques des troubles de fertilité, bien qu'aucune étude historique ou médicale n'ait à ce jour confirmé ces effets.

Solidarités féminines

Mais cette expérience leur apporte aussi une forme d'émancipation. Beaucoup de ces femmes quittent leur région natale et leur famille pour la première fois. En temps de guerre, leur quotidien rompt avec ce qu'elles auraient vécu en temps de paix, à l'inverse des hommes qui seraient de toute façon partis effectuer leur service militaire. Elles découvrent qu'elles peuvent s'affranchir du cocon familial, accomplir des tâches considérées comme «masculines» et nouer des amitiés durables avec des femmes venues d'autres pays. Lisette Baldensperger raconte ainsi à Nina Barbier s'être liée d'amitié avec une Allemande et une Autrichienne: «Avec elles, je peux même parler français, elles apprennent en m'écoutant.» Ces rencontres créent des solidarités féminines et favorisent la circulation de savoirs notamment sur les conditions de vie des femmes dans d'autres régions d'Europe et univers sociaux. Pour plusieurs Alsaciennes-Mosellanes, ces expériences nourriront après la guerre des engagements en faveur des droits des femmes, comme la légalisation de l'avortement, l'obtention du titre de cheffe de famille ou la reconnaissance des «malgré-elles».

Comme les «malgré-nous», les «malgré-elles» évoquent après-guerre des actes qu'elles qualifient de résistance. Il ne s'agit pas de révoltes ouvertes contre le régime nazi mais de gestes discrets visant à limiter l'emprise du système sur leur quotidien. Pour échapper au contrôle exercé sur leurs corps par la hiérarchie militaire – dans un contexte d'idéologie sexiste –, elles adoptent une esthétique contraire aux normes nazies. Dans l'ouvrage de Nina Barbier, Marie-Rose Faist se souvient que la cheftaine de l'usine de munitions où elle travaillait répétait: «La femme • • •

Cœurs français, mains allemandes Des «malgré-elles» suivant la formation du *Reichsarbeitsdienst* (RAD) doivent saluer le drapeau nazi chaque jour.



Effort de guerre Après 1942, les paysans allemands partis au front sont parfois remplacés par les Alsaciennes-Mosellanes incorporées de force en Allemagne. Elles travaillent dans les champs et participent aux récoltes.

... allemande ne se maquille pas, ne fume pas et porte des talons plats.» Cela n'empêchait pas l'incorporée de force de se présenter «soigneusement fardée et chaussée de talons aiguilles». Pour contredire l'autorité de leurs responsables, elles font parfois preuve de solidarité et de camaraderie féminines. Lucie raconte ainsi comment, avec la complicité d'autres recrues, elle a caché des morceaux de fromage périmé dans la chambre des cheftaines pour se venger de leur décision d'augmenter la durée de l'entraînement sportif.

D'autres gestes étaient plus risqués car ils exposaient les «malgré-elles» et leurs familles à de lourdes sanctions. Le sabotage dans les usines de munitions en est un exemple; plusieurs femmes ne signalent pas les douilles défectueuses, à l'instar d'Anna: «Le calcul est le suivant: moins de douilles éclatent, plus vite je rentre chez moi.» Dans de rares cas, elles parviennent même à désertir. Plus étroitement surveillées que les «malgré-nous» qui peuvent profiter d'un combat pour fuir, les femmes doivent planifier minutieusement leur évasion, souvent avec la complicité d'une Allemande. Suzanne raconte: «Ça faisait des jours qu'on préparait notre coup. Nous sommes passées par

la fenêtre des toilettes pendant que les autres dormaient. Une Allemande en qui on avait confiance faisait le guet pour nous.»

Bien que leurs expériences soient similaires à celles des «malgré-nous», l'histoire des «malgré-elles» disparaît dans l'immédiat après-guerre. La parole des femmes est censurée dans les réunions associatives comme dans la sphère privée: «Mon mari disait que

je n'avais pas à me plaindre car je n'étais pas dans les combats et que j'avais eu des copines, alors je n'osais plus rien dire», témoigne Jeanne. Cette censure exclut les femmes de l'indemnisation accordée aux «malgré-nous» en 1981. Quelques «malgré-elles» tentent alors d'obtenir une reconnaissance, mais leur combat se heurte à de violentes attaques sexistes dans les médias et la sphère politique: on les accuse d'avoir été des «souris grises» de l'armée allemande, d'avoir servi de «matelas pour les officiers de la Wehrmacht» et de convoiter l'argent des «malgré-nous». On assimile leur incorporation de force à la collaboration militaire ou horizontale et on les présente comme des femmes vénales.

Malgré cela, les femmes obtiennent progressivement gain de cause. Entre 1985 et 1990, celles qui ont servi sur le front intérieur reçoivent la même indemnisation que les hommes. À partir de 2008, dans un contexte politique plus favorable à l'égalité entre les sexes, les «malgré-elles» ayant œuvré à l'arrière touchent elles aussi une indemnisation de l'État français. Toutefois, son montant reste inférieur à celui perçu par les hommes et les femmes du front intérieur, si bien que Germaine Rohrbach, présidente de l'association des RAD/KHD, déclare en 2009: «Nous ne sommes ni des demi-hommes, ni des demi-incorporées de force.» ■



Chemin de croix À Strasbourg, au *Gottfried von Strassburg Oberschule* (nouveau nom donné par l'occupant au lycée Notre-Dame-des-Mineurs), les jeunes Alsaciennes, futures «malgré-elles», portent une tenue de sport frappée de la svastika.